

La presse politique nouvelle & la question des alternatives politiques et professionnelles

ENDEWELD Marc
CSE-EHESS
endeweld@gmail.com

Peut-on dire, comme tel journaliste de *Marianne* interrogé lors de l'enquête que j'ai menée sur la presse alternative que « *La presse politique ne s'est jamais aussi bien portée depuis vingt ans !* » ? Le paysage médiatique français n'a-t-il pas été bouleversé depuis une trentaine d'années par l'hégémonie de la télévision et par la conception « professionnelle » du journalisme qui s'attache au journalisme de grande diffusion ? Les sondages d'opinion et les enquêtes de marketing rédactionnel n'ont-ils pas remplacé les « journaux d'opinion » ?

De fait, on constate depuis une dizaine d'années le succès de certains journaux qui se positionnent politiquement à gauche et soutiennent plus ou moins les mouvements sociaux qui ont émergé récemment. C'est le cas du *Monde Diplomatique*, de *Marianne* (à partir de 1997), de *Politis*, de *Témoignage Chrétien*, mais également d'*Alternatives Économiques*, de *Charlie Hebdo*, des *Inrockuptibles*, et de *L'Humanité*, tous ces journaux se positionnant nettement contre « l'ultralibéralisme ». La plupart sont d'ailleurs membres de l'association ATTAC¹.

Dans le collège des fondateurs d'ATTAC, sur dix personnes physiques, quatre sont des journalistes : Bernard Langlois, fondateur de *Politis*, Daniel Mermet, producteur de l'émission *Là-Bas* si j'y suis sur France Inter, Philippe Val, rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*, et enfin Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*.

Dans quelle mesure cette politisation d'un secteur – sans doute marginal – de la presse est-elle liée aux transformations qui ont affecté le champ politique ? « *la situation a beaucoup changé, c'est-à-dire que... le... le clivage pensée unique versus résistance pour faire court, n'existe plus. Aujourd'hui il y a un brouillage des clivages qui fait que... personne ne s'y retrouve très bien... dans le... enfin donc, le paysage médiatique, lui-même est éclaté* », constate un journaliste de *Marianne*.

Pourtant, un journal n'est pas seulement un organe d'expression politique, un simple appareil de propagande exprimant les positions d'un parti politique. C'est aussi une entreprise économique qui doit trouver son marché. Par ailleurs, le développement d'un journalisme professionnel, très fortement lié à l'essor des médias omnibus, ne peut pas ne pas peser sur

¹ ATTAC : Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens. L'idée de créer cette association a été lancée en décembre 1997 par Ignacio Ramonet, le directeur du *Monde Diplomatique*, dans son éditorial *Désarmer les marchés* : « Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac)? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en oeuvre effective de cet impôt mondial de solidarité ». L'association se crée finalement le 3 juin 1998 avec pour objectif d'informer sur tous les aspects de la domination de la sphère financière et d'agir contre elle aux niveaux national, européen et international. Très vite c'est l'engouement, comme le montre la réaction de ce lecteur : « Ce qui me remplit d'espoir, c'est que votre journal, en plus de légitimer le besoin d'utopie, "dépasse" son devoir d'information en s'impliquant dans une action concrète: la création de l'association Attac. » *Le Monde Diplomatique*, *Politis*, *Témoignage Chrétien*, *Alternatives Économiques* et *Charlie Hebdo* font partie de l'association.

cette presse politique nouvelle qui se doit aussi de respecter certaines normes dans la production de l'information.

Le Monde Diplomatique, *Témoignage Chrétien*, *Politis* et *Marianne* sont donc dans l'obligation constante de répondre à ces trois enjeux : conserver une capacité à exprimer des positions politiques, assurer leur équilibre financier, et enfin, produire une information considérée comme « crédible ».

Si ces quatre titres de presse y répondent selon des stratégies propres, la structure de leur capital et leur position dans le champ étant différentes, leur existence même est liée à leur capacité à se différencier des médias omnibus : « *Il faut que tout ce qu'on écrit soit nécessaire, nos lecteurs sont souvent des gros lecteurs de presse, et ils lisent déjà les quotidiens* », rapporte un journaliste de *Politis*. Dans un univers très fortement dominé par la télévision, laquelle impose ses critères de rentabilité économique dans la production de l'information, ces quatre journaux sont-ils encore en mesure de proposer des pratiques journalistiques alternatives ?

« *Nous entendons concevoir un organe de presse différent qui proposera un autre rapport à l'actualité (ce n'est pas l'actualité qui fait « passivement » le journal, mais le journal qui révèle « activement » l'actualité à elle-même)* », expose la Charte de *Marianne*², mais une volonté de changer les règles du jeu suffit-elle pour proposer un « autre » journalisme ? De fait, la plupart des ces journaux – à l'exception peut-être du *Monde Diplomatique* – ne semblent pas affectés d'un poids suffisant dans l'espace journalistique pour leur permettre de déformer l'ensemble de celui-ci en imposant une définition concurrente de l'excellence journalistique.

Si la « presse d'opinion » n'a jamais eu pour vocation de rassembler le maximum de lecteurs, cette nouvelle presse politique doit désormais affronter un environnement politique et économique qui a quelque peu changé depuis les années 50.

Une presse politique fragile économiquement :

En premier lieu, les partis politiques traditionnels n'ont désormais plus le même intérêt à mobiliser les forces militantes, du fait du nouveau jeu politique³ qui s'est peu à peu institué. De surcroît, les mouvements militants qui assuraient alors un public minimum pour ces titres politiques, n'ont pas réussi, pour la plupart, à passer le relais aux jeunes générations. C'est ainsi que la presse du parti communiste a presque totalement disparu⁴ alors qu'elle fut très puissante dans les années d'après-guerre.

À l'époque, le « dévouement des militants » permettait pourtant de promouvoir les journaux d'opinion, hors des circuits économiques traditionnels, à travers une diffusion militante. L'essor de *Témoignage Chrétien* dans les années 50 et les années 60 s'explique en grande partie par le soutien actif des mouvements d'action catholique, eux-mêmes en plein essor. (la JOC, la JEC, la JAC, le mouvement des prêtres-ouvriers...) Les « journaux d'opinion », s'ils

² Cette charte a été écrite par Jean-François Kahn, le directeur de *Marianne*, le 4 avril 1997.

³ Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.

⁴ Le mensuel *Regards* survit péniblement avec quelques milliers d'exemplaires vendus, et le quotidien *L'Humanité*, qui n'est plus officiellement l'organe officiel du parti communiste, continue de fonctionner avec l'apport des capitaux de TF1 et de Lagardère. Seul les partis d'extrême gauche conservent de véritables journaux officiels avec *Rouge* pour la LCR et *Le journal de lutte ouvrière* pour LO.

n'étaient pas forcément liés officiellement à un parti politique, restaient au moins dans la proximité des mouvements sociaux, et notamment ouvriers. Leur réussite dépendait alors de leur capacité à se transformer en « marqueur » politique, en rencontrant un public politisé, qui les différençait ainsi des médias omnibus.

Par conséquent, les financements possibles d'une « presse d'opinion » se sont raréfiés au fil des années. Le « butin » de la Résistance, qui a permis à de nombreux journaux de se créer jusqu'au milieu des années 50, n'est plus aujourd'hui d'actualité : « *il n'est plus question pour nous de recevoir des valises de billets quand il y a un trou dans les comptes du journal, ça a marché comme ça pendant longtemps, mais aujourd'hui on est obligé d'atteindre l'équilibre économique coûte que coûte* », explique une journaliste lors de l'enquête. De plus, avec le développement de la télévision, la concurrence économique ne fait que s'accroître et renforce la position des grands groupes médiatiques par la concentration industrielle dans la presse (l'ouverture des écrans publicitaires télévisuels aux domaines de l'édition et de la presse en est le dernier exemple). Désormais, les investisseurs réclament les mêmes conditions de rentabilité que dans n'importe quel secteur économique. « *Si la presse était inféodée au pouvoir politique hier, elle est aujourd'hui inféodée au pouvoir économique, et c'est une réalité qu'on ne peut pas combattre* », souligne un journaliste de *Politis*.

À cela s'ajoute la rationalisation de l'activité journalistique : le développement du journalisme professionnel se traduit depuis une trentaine d'années par l'affirmation de « l'objectivité » et de la « neutralité », porteuse d'une dépolitisation dans la production de l'information, du moins en apparence. Les expériences militantes font ainsi l'objet de dénonciations, et les motivations politiques des journalistes ne doivent pas être exposées au grand jour.

Entre politisation et professionnalisation :

C'est pourquoi ces quatre journaux « d'opinion » sont souvent la cible de nombreuses critiques émises par les journalistes travaillant dans des médias omnibus ou des grands titres de presse⁵ : « *Il est un dogme « beuve-méryen » que Le Monde Diplomatique doit garder à l'esprit, à l'heure où certains de ses membres s'impliquent dans des activités militantes : il s'agit du nécessaire refus, par les journalistes, de tout engagement partisan. C'est la première garantie d'indépendance que nous devons à nos lecteurs.* », rappelle à l'équipe du *Monde Diplomatique* le directeur du quotidien *Le Monde*⁶.

Lors d'une émission de débat à la télévision, un journaliste de radio va également souligner à un journaliste de *Marianne* que celui-ci fait « *de la politique et non du journalisme* ». Un autre encore, à propos du *Monde Diplomatique*, explique : « *ils ne font pas du journalisme, ils sont militants* ». Par toutes ces interventions, c'est la crédibilité des « journalistes engagés », c'est-à-dire les journalistes qui s'engagent politiquement ou qui dévoilent leurs convictions, qu'on tente de remettre en question dans le champ journalistique.

⁵ Julien Duval avec son travail sur le journalisme économique a montré que des grands titres de la « presse politique » occupent désormais dans l'espace journalistique une position beaucoup plus proche de titres économiques spécialisés comme *Les Echos* que de *Politis* ou du *Canard Enchaîné*. Julien Duval, « Concessions et conversions à l'économie. Le journalisme économique en France depuis les années 80 », *Le journalisme et l'économie, Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131/132, mars 2000.

⁶ C'est la conclusion d'une mise au point que Jean-Marie Colombani faisait sur le projet d'introduire en Bourse le groupe Le Monde, actionnaire principal à la hauteur de 51 % du *Monde Diplomatique* : « Le Monde, Le Monde Diplomatique, et la Bourse », in *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2002. Dans une interview donnée au quotidien économique *La Tribune* (le 1^{er} octobre 2003), Jean-Marie Colombani annonce d'ailleurs le report de l'opération boursière à cause de la « *conjuncture très défavorable* ».

D'ailleurs, les journalistes des médias omnibus ont tout intérêt à marginaliser cette nouvelle presse politique : en agissant de la sorte, ils conservent le monopole du discours sur le journalisme, leur propre crédibilité en sort renforcée, et ils limitent l'accès au groupe professionnel selon les critères de la définition dominante de l'excellence journalistique.

Dans quelle mesure cette autonomisation⁷ du champ journalistique à l'égard du champ politique pèse sur la structure de cette nouvelle presse politique ? Son caractère de nouveauté réside-t-il simplement dans sa récente apparition, ou concerne-t-il plus précisément ses fondements objectifs dans la production de l'information ? Quelles sont les similitudes ou au contraire les différences avec la « presse d'opinion » que l'on consacre habituellement dans l'histoire du journalisme ? Comment se comportent ces journalistes envers des mouvements militants, qui tendent à se reconstituer, mais encore fragiles ?

D'abord, et ce fut le plus surprenant au début de l'enquête, il se développe au sein même des rédactions de ces titres politiques une défiance à l'encontre des postures journalistiques « militantes ». La plupart des membres de ces rédactions affirment leurs compétences journalistiques, non par leurs convictions, mais par leur appartenance à la profession de journaliste, correspondant au respect de certaines normes. Il s'agit de ne pas apparaître « partisan », d'être au contraire le plus honnête possible « *pour que le lecteur se fasse une opinion* ». Quand les moyens le permettent, le reportage et l'enquête sont davantage privilégiés.

Par conséquent, les préoccupations des rédactions semblent davantage « professionnelles » que « politiques », et se rapprochent, dans une certaine mesure, de celles de la « presse d'information », selon la formule consacrée, même si la croyance en « l'objectivité » est récusée au profit d'une « subjectivité » plus ou moins assumée par les agents en fonction de leur position et leur biographie respectives.

Finalement, pour les agents qui travaillent dans ces journaux, la difficulté principale est de concilier deux logiques inverses : c'est-à-dire devoir être reconnu d'une part comme journalistes à part entière, sans renoncer d'autre part aux valeurs politiques qui les animent. Régulièrement, la logique journalistique et la logique politique peuvent entrer en contradiction. Ce rapport ambigu entre le « mobile » politique et la « pratique » journalistique⁸ permet d'expliquer la diversité et le flou qui caractérisent les catégories que les journalistes se donnent à eux-mêmes : « *on peut dire que je suis une journaliste engagée* », explique une journaliste de *Politis*, alors qu'un journaliste de *Témoignage Chrétien* se demande encore de quelle manière il peut définir son activité : « *Et comment tu gères ton métier de journaliste et tes convictions ? C'est un peu con comme question... Non c'est pas con parce que je sais pas y répondre (sourire), j'avais peur putain il va me poser des questions c'est quoi être journaliste engagé... (rire)* ».

Durant la première moitié du XXe siècle, comme l'espace journalistique n'est pas encore autonomisé, ceux qui se reconnaissent et sont reconnus comme journalistes affichent alors

⁷ Il faut rappeler que l'autonomie d'un champ est toujours *relative*, et que la caractéristique du champ journalistique est justement son très faible degré d'autonomie à l'égard des autres champs.

⁸ Les « logiques journalistiques » dominantes se détachent notamment d'un journalisme d'idées qui se développait jusqu'alors dans la presse d'opinion. Même un journal « satirique » comme *Charlie Hebdo* laisse une place importante au reportage et à l'enquête dans sa nouvelle formule, tout en développant une critique de la profession.

ouvertement leur proximité avec le mouvement ouvrier et peuvent militer activement dans des partis politiques ou des syndicats ; certains occupant d'ailleurs des fonctions électives⁹. Au contraire, depuis une vingtaine d'années, toute activité considérée comme « trop politique » est stigmatisée par la profession. Les rédactions des journaux étudiés sont donc composées principalement de « professionnels » qui ont comme activité principale le journalisme : « *ça reste une rédaction de journalistes* »¹⁰, constate un membre de *Politis*.

C'est pourquoi, si une grande partie des agents interrogés ont connu des expériences politiques ou syndicales, parfois importantes, ils ont tous « raccroché » de ces activités militantes une fois devenu journalistes, à de rares exceptions près : « *Pour moi la politique c'est totalement fini !* », explique un journaliste du *Monde Diplomatique*.

D'ailleurs, il leur est de plus en plus difficile de valoriser leur expérience politique dans le champ journalistique. On assiste en effet à une véritable dévaluation de leur capital politique, qui s'est constitué le plus souvent à partir d'expériences elles-mêmes « marginales » dans le champ politique, assez éloignées des pouvoirs institutionnels, c'est-à-dire « *bien à gauche* » ou à l'extrême gauche. Bien sûr, la plus ou moins grande proximité qu'ils peuvent entretenir avec le mouvement social ou les partis politiques qu'ils ont précédemment investis peuvent améliorer leur efficacité dans la collecte d'informations.

Néanmoins, les opportunités pour « convertir » leur capital politique en capital journalistique sont devenues rares puisque les informations à caractère social, syndical, politique, voire international constituent désormais l'exception dans le champ – à part dans leurs journaux –, ou bien sont traitées à travers l'unique problématique de la « communication », totalement étrangère à l'ancien jeu politique.

Dans ce contexte, ces journalistes ont des difficultés pour « produire » des informations à la hauteur de leurs exigences professionnelles, entre le peu de moyens dont ils disposent et leur volonté de s'extraire de la « communication ». Dans un monde où l'information doit avoir pour principale caractéristique « *d'être rentable* », pour les médias mais également pour les différents informateurs, ces journalistes qui travaillent pour des titres « à faible audience », ou « trop critiques », ou encore « trop politiques », peuvent rencontrer des obstacles dans leur recherche d'informations pour leur enquête ou leur reportage. Cette situation peut d'ailleurs se renforcer quand ces titres affichent des prises de position tranchées sur certains sujets. Dans tous les cas, les informations « *citoyennes* » qui sont produites dans ces journaux n'ont que peu d'intérêt pratique pour les stratégies de « communication » des acteurs qui s'affrontent dans différents secteurs (économique, politique...), et sont donc peu susceptibles d'être reprises par les grands médias, acteurs eux-mêmes de ce jeu de « communication ».

À l'inverse, le « devoir d'informer » affiché par ces journalistes peut, parfois, s'opposer aux intérêts des mouvements politiques, syndicaux, associatifs qui peuvent avoir des prises de position proches de leurs journaux. Alors qu'ils peuvent apparaître pour les acteurs de certains domaines comme « trop politiques », ils se trouvent au contraire dans une relation ambiguë avec des mouvements politiques déjà fragilisés par le nouveau jeu médiatique.

Les liens entre ces journaux et les partis ou autres pouvoirs politiques restent d'ailleurs

⁹ Sandrine Lévêque, *Les journalistes sociaux, Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000.

¹⁰ Cette situation ne manque pas de créer des décalages avec des lecteurs très politisés, qui, en fonction de la politisation du titre, peuvent être eux-mêmes des militants actifs.

limités. Les rédactions préfèrent s'appuyer sur leurs lecteurs en créant notamment des associations de soutien¹¹ pour assurer leur indépendance. *Marianne*, prenant acte de la désaffection d'une large partie de la population pour le militantisme, et ayant le désir de s'affranchir de tout parti politique, affirme dans sa Charte avoir « *l'ambition de se constituer en force d'intervention autonome* ».

Cette tendance d'une certaine presse politique à vouloir se distancier des mouvements politiques se développe d'ailleurs dès les années 50 comme nous le montre cet appel de Claude Bourdet dans *Combat* le 6 février 1950 pour la création de *France Observateur* : « *Un certain nombre d'amis et moi-même voudrions tenter de réaliser un hebdomadaire (...) qui ne chercherait pas à atteindre un tirage monstre en sacrifiant au mauvais goût mais qui serait l'outil de travail indispensable de ceux qui veulent réellement être informés de toutes les activités françaises et internationales, politiques et économiques aussi bien que littéraires et artistiques. Comme nous ne voulons être soumis à aucun parti, à aucun État, à aucune puissance capitaliste, nous ne pourrions vivre que forts de l'appui de nos lecteurs* ».

Avec ces éléments, on peut émettre l'hypothèse que la politisation de ces journaux reste extrêmement fragile. Par ailleurs, il semble difficile pour eux de proposer un nouveau modèle d'excellence journalistique entre leur volonté de s'autonomiser du champ politique, et la nécessité pour eux d'intégrer les normes de l'univers journalistique. Et si ces deux phénomènes, conjugués à la pression économique, ne participaient pas, en le légitimant en partie, au mouvement de normalisation qui a touché l'ensemble de la presse depuis une trentaine d'années ?

C'est dans ce cadre que *Politis*, *Témoignage Chrétien*, *Marianne* et *Le Monde Diplomatique* cherchent un équilibre en fonction de leurs histoires respectives et des tentatives des « entrants » successifs pour renverser ou conserver les rapports de force institués jusqu'à présent en leur sein. Organes d'expression politique, entreprises économiques, lieux de production de l'information... les agents appartenant à ces journaux savent inconsciemment que les pratiques commandées par la seule logique économique, ou par la seule logique journalistique, ou encore par la seule logique politique sont vouées à l'échec. Contrairement à la perception du sens commun, la structure d'un journal est donc loin d'être homogène. Il faut considérer chaque journal comme un sous-champ du champ journalistique lui-même partagé entre trois pôles : le politique, le « professionnel », et l'économique.

¹¹ *Le Monde Diplomatique* créa ainsi une association de lecteurs, *Les Amis du Monde Diplomatique*, qui entra au capital du journal lors de la filialisation de 1995. *Politis* avait également créé une association de lecteur, *Les Amis de Politis*, mais elle est désormais moins active. Enfin, *Témoignage Chrétien* peut compter sur le soutien des « groupes TC » historiques, et sur son tout nouveau réseau de correspondants chargés de promouvoir le journal et de diffuser ses idées dans l'ensemble de la France.